HAL open science

# Le rapport de la société française à la mémoire

Sarah Gensburger

**To cite this version:**

Sarah Gensburger. Le rapport de la société française à la mémoire. Les chemins de la Mémoire, 2021, La Mémoire en France et en Allemagne, Hors série. halshs-03511826

**HAL Id: halshs-03511826**

**https://shs.hal.science/halshs-03511826v1**

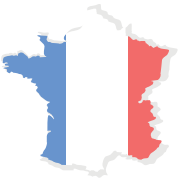
Submitted on 4 Oct 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# 1 LE RAPPORT DE LA SOCIÉTÉ À LA MÉMOIRE

**Sarah GENSBURGER**
Directrice de recherche au CNRS et auteure (avec S. Lefranc) de *À quoi servent les politiques de mémoire ?*, Presses de Sciences Po, 2017



**Si le goût des Français pour l'histoire et la mémoire des événements qui ont ponctué leur passé est avéré, celui-ci s'exprime de manière non uniforme selon les conflits et les personnes. Il se manifeste notamment au travers de l'acte commémoratif.**

Décrire le rapport de la société française à la mémoire est a priori chose aisée : « Les Français ont la passion du passé » (*NDA : le terme « les Français » renvoie ici à « la société française » et inclut de fait les femmes et les hommes qui n'ont pas la nationalité française*). Cette affirmation a en effet valeur d'évidence. Elle va souvent de pair avec deux idées en apparence contradictoires. D'une part, c'est la mémoire qui, en France, constitue l'un des principaux substrats du lien collectif entre les citoyens, quelles que soient leurs différences. D'autre part, le récit du passé est un sujet récurrent de conflits politiques et de controverses médiatiques sur la scène publique.
S'il est impossible de résoudre ce paradoxe en l'espace d'un court article, ce constat invite à s'interroger : À quelle(s) mémoire(s), la société française s'intéresse-t-elle ? Et, qu'est-ce que les Français pensent du fait même de commémorer ? Une centaine d'enquêtes d'opinion, réalisées au cours de ces dix dernières années, permettent d'esquisser des réponses à ces deux questions[1].

## LA GUERRE EST AU CŒUR DU RAPPORT DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE À LA MÉMOIRE

Bien sûr le rapport à la mémoire de tout à chacun varie en fonction de ses caractéristiques socio-économiques, générationnelles, résidentielles, de genre ou encore partisanes, pour ne citer que quelques exemples. Toutefois, les deux guerres mondiales, et avant tout la Seconde, constituent

**CI-DESSOUS**
Cérémonie du 75e anniversaire de la Victoire du 8 mai 1945, Paris, 8 mai 2020.
© Laurent Blevennec / Présidence de la République

**CI-DESSUS**
Cérémonie du centenaire de l'Armistice de la Première Guerre mondiale, Paris, 11 novembre 2018.
© Eric FEFERBERG / AFP

une référence historique très largement partagée. Depuis 2016, le Programme de recherche 13 Novembre et le Crédoc interrogent annuellement les Français : « Quel est, à vos yeux, l'événement historique le plus important survenu en France ou dans le monde depuis 1900 ? »[2]. En janvier 2021, et malgré la présence de la Covid-19 sur le devant de la scène médiatique et évoqué par 16% des personnes, la Seconde Guerre mondiale arrive très largement devant avec un total de 33 % des mentions. La Première Guerre mondiale se situe quant à elle juste derrière avec 13 %. En 2017 déjà, la Seconde Guerre mondiale, et dans une moindre mesure la Première, faisait l'objet de 34 % des réponses à une question semblable, tandis que la guerre d'Algérie n'en concernait qu'à peine 1 % et le terrorisme, pourtant alors à son tour au cœur de l'actualité, seulement 10%[3].

En mai 2020, un sondage conduit au sein de 28 pays a mis, à nouveau, en évidence l'importance de la mémoire du second conflit mondial pour les Français[4]. 69 % considéraient qu'il était important d'organiser des cérémonies commémoratives du 75e anniversaire de de la victoire alliée sur l'Allemagne nazie contre seulement 7 % qui pensaient le contraire. Cette centralité de la mémoire de la Seconde Guerre mondiale pour la société française se constate non seulement en valeur absolue mais également relativement. 53 % des Français considèrent que le conflit les « concerne encore aujourd'hui » contre 34 % pour les Allemands. Et en mai 2015, déjà, 92 % des personnes interrogées en France considéraient que les commémorations du 70e anniversaire de la capitulation allemande du 8 mai était un moment important tandis qu'elles étaient 78 % en Allemagne[5].

Enfin, et au-delà du renforcement du sentiment d'une communauté de destin à l'échelle de la Nation, la mémoire de la guerre de 39-45 constitue pour les Français la source principale du sentiment d'appartenance à l'Europe. En 2015 toujours, 78 % des Français considéraient que « la Seconde Guerre mondiale créait vraiment un besoin d'unité en Europe » contre 56 % pour les Allemands[6]. Et 69 % des personnes interrogées en France se disaient attachées à l'Europe précisément « en tant qu'espace d'histoire et de patrimoine communs » tandis qu'elles n'étaient que 44 % lorsque l'Europe était présentée « en tant qu'institution politique »[7].

Enfin, si la présence de la Première Guerre mondiale est moins dominante dans la mémoire des Français, elle y occupe également une place importante. En novembre 2018, à l'occasion du centenaire de la guerre de 14-18, par exemple, 46 % des personnes interrogées déclaraient leur intention de regarder la retransmission des cérémonies commémoratives[8]. Ainsi, c'est d'abord, et de très loin, le mot « guerre » qui est le plus spontanément cité lorsqu'il est demandé aux Français quels sont les mots qui leur viennent à l'idée quand ils pensent « à l'Histoire, c'est-à-dire à l'étude des faits et des événements passés »[9]. La mémoire, pour la société française, c'est d'abord la mémoire de la guerre, et avant tout celle des deux guerres mondiales. •••→

## L'ADHÉSION DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE AU PRINCIPE DES COMMÉMORATIONS

Au-delà du passé évoqué, le principe même de l'entretien de la mémoire collective est plébiscité par la population française. En janvier 2016, les Français étaient 85 % à adhérer à l'affirmation « il est primordial en France de commémorer de grands événements passés pour en transmettre le souvenir aux jeunes générations »[10]. Cette adhésion au principe de la commémoration va au-delà du souvenir des deux guerres mondiales. Ainsi, en 2012, 81 % des personnes interrogées considéraient « justifié » qu'une « cérémonie du souvenir » soit organisée pour le 50e anniversaire de la fin de la guerre d'Algérie en la présence du président de la République[11]. Toutefois, hors des deux conflits mondiaux, le principe du rythme annuel de la commémoration pour les événements historiques semble moins établi dans l'opinion. En 2017, 93 % des Français estimaient que le 8 mai devait « être commémoré chaque année » et ils étaient 89% à penser de même pour le 11 novembre. Par contre, ils étaient beaucoup moins nombreux à plébisciter une telle cérémonie annuelle pour les attentats du 13 novembre 2015 (53 %), le 19 mars 1962 (44 %) ou encore mai 1968 (36 %)[12].
Toutefois, l'attente de la société française à l'égard des commémorations annuelles des guerres mondiales manifeste un relatif attachement à une distinction entre les deux événements. En 2011, interrogés sur le projet d'instaurer un « memorial day »[13], les Français étaient 64 % à approuver son instauration tandis que 36% marquaient leur attachement à conserver la date du 11 novembre pour ne pas « minimiser la spécificité de la Première Guerre mondiale ». Sur ce point, une nette différenciation apparaissait entre les âges puisque 45 % des moins de 35 ans souhaitaient conserver le caractère distinctif du 11 novembre tandis que seulement 26 % des plus de 65 ans étaient de cet avis.

Les « jeunes », ces « générations futures », sont en effet les cibles privilégiées des commémorations. Il semble à cet égard que la jeunesse soit, en France plus qu'ailleurs, sensible à ces vecteurs de mémoire. Une large enquête comparative conduite en 2015 auprès des 16-29 ans fournit en effet des éléments intéressants[14]. Il était demandé aux enquêtés, et sous la forme de deux questions distinctes, « Par quels moyens avez-vous acquis vos connaissances sur la Première Guerre mondiale/la Seconde Guerre mondiale ? ». Parmi les moyens proposés figurait l'item « par les commémorations, les cérémonies ». Cette réponse a été rarement donnée par les jeunes interrogés. Sur les 31 pays enquêtés, seulement 7 ont un pourcentage égal ou supérieur à 10 %. Or les jeunes Français sont 15 % à indiquer les commémorations comme un moyen par lequel ils ont acquis leurs connaissances sur la Première Guerre mondiale, contre 2 % pour les Allemands et seulement 9 % pour les Britanniques, et ce alors même que les cérémonies du centenaire battaient leur plein Outre-Manche. Le rapport de proportion est identique pour les cérémonies commémoratives de la Seconde Guerre mondiale puisque 14 % des jeunes Français y font référence comme à un vecteur de mémoire efficace contre 1 % pour les Allemands et 8 % pour les Britanniques.

**CI-DESSOUS**
Des bougies ont été allumées devant les plaques commémoratives, en hommage aux victimes des attentats du 13 novembre 2015, à l'occasion du premier anniversaire de la tragédie. Paris, 13 novembre 2016.
© Denis Meyer / Hans Lucas / Hans Lucas via AFP

Cette adhésion relative de la société française à l'efficacité des commémorations se retrouve au sein de la population adulte. En 2015, à la question, « lorsque vous pensez à la Seconde Guerre mondiale, y pensez-vous surtout à travers... », 31 % des personnes interrogées en France répondaient « des commémorations » contre 24 % en Allemagne[15]. De même, un sondage « sur les moyens d'informations sur le génocide des Juifs », met en évidence l'importance des commémorations puisque ce vecteur arrive après l'école et les films, livres, documentaires ou fictions, et juste après la transmission familiale (17 %) à égalité avec la presse et les médias (16 %) et avant les musées et expositions ou Internet[16]. Cet attachement relatif aux commémorations se traduit également par le fait que 24 % des personnes interrogées les considèrent comme l'un des « meilleurs moyens pour entretenir la mémoire des grands événements de l'Histoire de France »[17].

Quel est dès lors l'avenir de la mémoire pour la société française ? En janvier 2016, les Français étaient 59 % à considérer qu'il ne faut pas « garder dans la mémoire collective que les événements positifs, porteurs des valeurs d'héroïsme et de liberté »[18]. Ce taux était le plus haut (70%) chez les 18-24 ans et le plus bas (55 %) chez les plus de 65 ans. En 2019, 57 % des Français considéraient qu'on ne parlait pas assez des traites négrières et de l'esclavage. Ils étaient 60 % parmi les 18-24 ans contre 56 % chez les plus de 60 ans[19]. Les données existantes montrent ainsi que les jeunes générations sont non seulement très fortement attachées au principe des commémorations, notamment des deux guerres mondiales, mais sont également favorables à une plus grande diversification des passés commémorés. Le futur de la mémoire reste ainsi à écrire. ■

**CI-CONTRE**
**Visite d'un groupe scolaire dans l'exposition permanente du Mémorial de la Shoah, Paris, 17/06/2019.**
© Mémorial de la Shoah / Photo Colombe Clier

## Quelques sondages sur les Français et la mémoire cités dans l'article :

1 Une recherche systématique sur les sites internet de l'IFOP, d'IPSOS, BVA, CSA, Harris Interactive, Odoxa, Viavoice et YouGov à partir des mots clefs « mémoire », « commémoration » et « histoire », a été réalisée. 121 sondages ont été récoltés qui concernent la période 1986-2021. Ce recensement a été réalisé par Yseult Lesage, dans le cadre de son stage au sein de l'Institut des Sciences sociales du Politique (UMR 7220). Dans ce qui suit, les sondages ont tous été réalisés auprès d'échantillons dits représentatifs selon la méthode des quotas et, sauf mention du contraire, auprès de personnes âgées de 18 ans et plus.

2 https://www.credoc.fr/publications/la-memorisation-des-attentats-du-13-novembre-2015-deux-ans-et-sept-mois-apres-vague-de-juin-2018

3 Les Français et la mémoire collective, sondage réalisé par l'IFOP, en janvier 2016.

4 75th anniversary of the End of World War II : A Global View, sondage IPSOS, mai 2020, auprès de personnes âgées de 16 à 74 ans. 20% se disaient sans opinion.

5 1945-2015. France-Allemagne : de la guerre à l'Europe, Mémoire de guerre et idée européenne, Sondage Viavoice, échantillon de 1000 personnes en France et de même en Allemagne.

6 1945-2015. France-Allemagne, Op. cit.

7 Le regard des Français sur l'Europe, sondage l'IFOP, en octobre 2016.

8 Les Français et le centenaire de l'Armistice de 1918, sondage BVA, mai 2018.

9 Les Français et l'Histoire, sondage Harris Interactive, février 2019.

10 Les Français et la mémoire collective, sondage IFOP, janvier 2016.

11 Les Français et la commémoration de la fin de la guerre d'Algérie, sondage IFOP, janvier 2012.

12 Les Français et la commémoration de différentes événements historiques, sondage IFOP, novembre 2017.

13 Les Français et le projet d'instaurer un « memorial day », sondage IFOP, septembre 2011.

14 Mémoires d'avenir. Enquête sur la mémoire du xxe siècle de la Fondation pour l'innovation politique et la Fondation pour la mémoire de la Shoah.

15 1945-2015. France-Allemagne : de la guerre à l'Europe, Mémoire de guerre et idée européenne, Op.cit.

16 L'Europe et les génocides : le cas français, sondage réalisé par l'IFOP et la Fondation Jean-Jaurès, novembre 2018.

17 Les Français et l'Histoire, Sondage BVA, février 2016.

18 Les Français et la mémoire collective, Op.cit.

19 CNDH, La lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie. Année 2019, 2020.